

Derrière la « neutralité carbone » du Qatar, un système imparfait

Le Qatar l'a promis : son Mondial sera celui de la neutralité carbone. Mais une contre-étude vient pointer des failles dans les premières estimations.

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE AU QATAR

Cela pourrait faire rire les contempteurs du Qatar, mais sa volonté climatique se voulait « ambitieuse » à l'époque de l'attribution du Mondial 2022. L'émirat gazier l'a promis dès 2010 à la Fifa, son Mondial sera le premier « neutre » en carbone. Aujourd'hui, le Qatar est accusé de *greenwashing*.

Un méga-événement sportif comme un Mondial « a inévitablement un impact sur le climat, mais des efforts consciencieux en matière de durabilité peuvent l'atténuer », pointe le comité d'organisation, dans un rapport de juin 2021. « On ne peut pas dire qu'un événement de ce genre est respectueux du climat », abonde Mathieu Cribellier, directeur général de CO2 Logic, qui accompagne les entreprises dans leur transition écologique. « C'est forcément hyper émetteur en CO₂. » Pour Jérôme Meessen, pointer vers la neutralité carbone n'a rien d'ambitieux. « Cela ne peut pas être la priorité d'une entreprise ou d'un événement. Il doit avant tout s'assurer de réduire ses émissions de manière alignée avec les Accords de Paris, qu'a signé le Qatar », estime le consultant de Climact, qui accompagne également événements et sociétés voulant réduire leurs émissions.

Une comparaison délicate

Selon les organisateurs, 3,6 millions de tonnes de CO₂ rejoindront l'atmosphère entre 2011 et juin 2023 à cause du Mondial. Un carnage face aux 1,5 million de tonnes de la Coupe du monde russe, en 2018 ? Ou pas franchement pire que les 3,4 millions des Jeux olympiques de Londres en 2012 ? « Ce serait comparer des pommes et des poires », estime Jérôme Meessen, rejoint par Mathieu Cribellier. « La comptabilité carbone s'affine un peu plus chaque année. Par exemple, on a davantage de connaissances aujourd'hui sur l'impact des différents sous-types de béton dans la construction », explique Mathieu Cribellier.

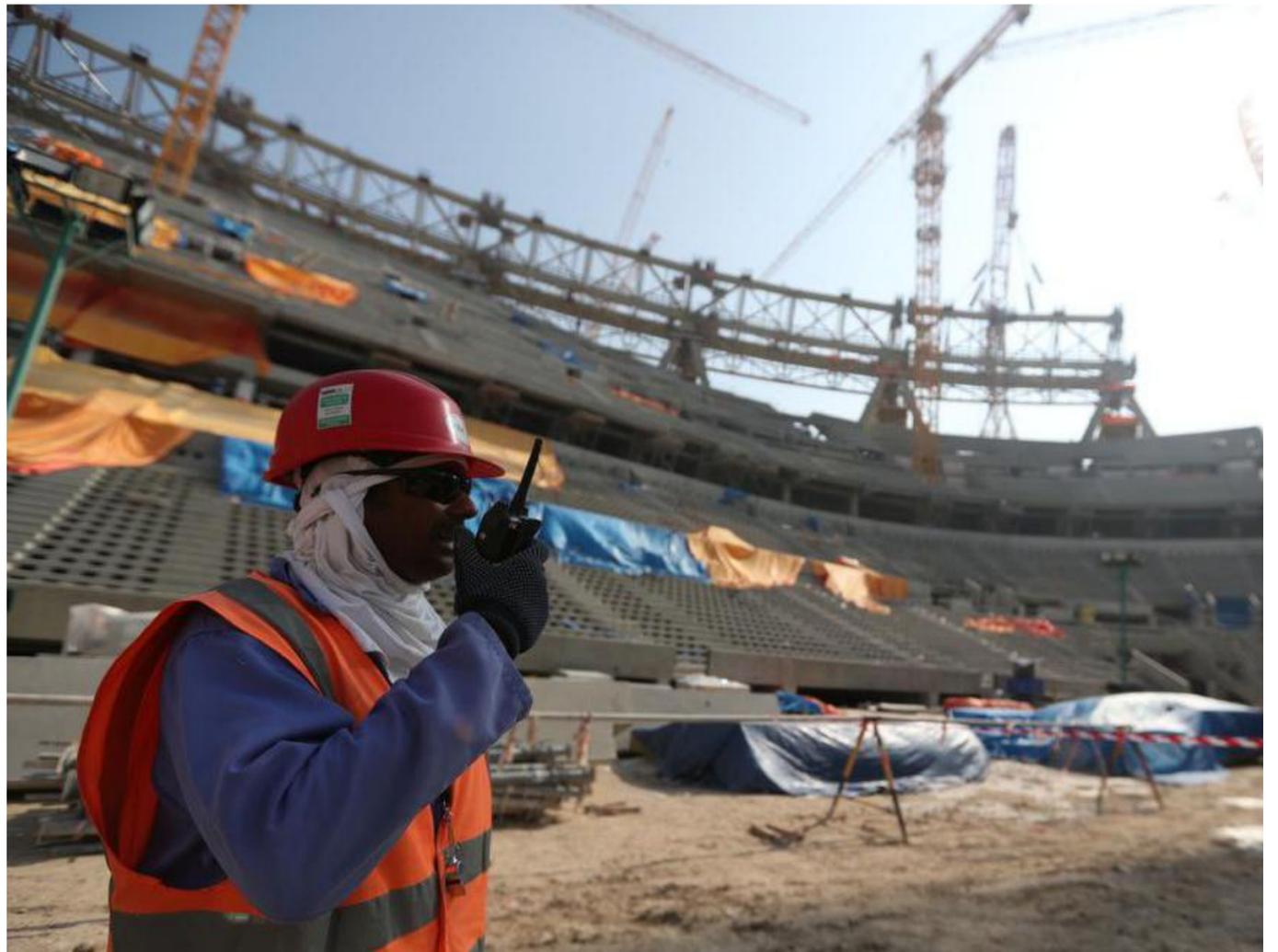
« Mais déjà, faire une comptabilité sur base d'hypothèses en amont d'un événement est une bonne initiative », analyse l'expert de CO2 Logic, dont la maison mère, SouthPole, a participé à l'élaboration du bilan qatari. « Mais elle doit évidemment être réévaluée après la compétition. Et je doute que ce soit à la baisse. »

Dans leur majorité, ce sont les voyages des fans qui plomberont le Qatar (1,9 million de tonnes). Mais l'estimation de 2021 précède une annonce importante : la création d'un pont aérien qui doit régler les soucis d'hébergement de Doha. A partir du 20 novembre, 188 vols quotidiens relieront le Qatar et les hôtels saoudiens, émiratis, omanais ou koweïtiens.

« Probablement sous-estimés »

L'ONG Carbon Market Watch, basée en Belgique, a révélé d'autres failles dans son *fact-checking* de fin mai 2022. Son enquête « sur les preuves disponibles jette de sérieux doutes » sur la neutralité carbone. Carbon Market Watch pense que « les véritables niveaux d'émissions et l'impact climatique du tournoi » sont « probablement sous-estimés ». En refaisant ses calculs, elle arrive à 5 millions de tonnes d'émissions.

Au cœur de ce hiatus, pour ne pas dire cet abîme : la construction des stades de foot. « L'empreinte des stades perma-



La façon dont sont comptabilisées les émissions de CO₂ liées à la construction des stades fait débat.

© EPA.

nents construits spécialement pour le tournoi a été attribuée à l'événement sur la base d'une « utilisation partagée ». « En termes simples, cela signifie que le nombre de jours du tournoi a été divisé par la durée de vie estimée des stades pour obtenir la part des émissions totales associées à la construction de ces installations attribuée à la Coupe du monde », pointe l'ONG. Et comme le Qatar, qui rêve d'organiser des Jeux olympiques, promet de réutiliser ces stades dans le futur... c'est autant d'émissions en moins pour le Mondial 2022. Une comptabilité qui chiffonne Carbon Market Watch.

Entre prendre en compte la totalité des émissions à la construction et les amortir sur toute la durée de vie, « les deux logiques coexistent... », évite de trancher Mathieu Cribellier. Seul un lointain futur (au mieux 2036 pour des Jeux olympiques) dira si les stades sont laissés à l'abandon ou réellement réutilisés. Mais alors qui se souviendra de la polémique ? « Carbon Market Watch aurait pu aller plus loin, en regardant les

émissions indirectes, dans les pays par exemple où l'on va regarder la compétition », souligne Jérôme Meessen.

Des mécanismes d'émission en changement

Avec ses 3,6 (ou 5) millions de tonnes de CO₂, le Qatar va devoir compenser ses émissions pour respecter sa promesse. Et là aussi, Carbon Market Watch trouve à y redire.

Pour voir les failles, il faut se pencher sur le fonctionnement même de la compensation carbone. Les entreprises, les Etats, mais aussi vous et moi pouvons payer pour compenser nos émissions. Des programmes subventionnent des projets qui captent ou contrebalancent le CO₂ rejeté dans l'atmosphère – ou y investissent. Mais il n'existe pas un seul programme. Différents « standards » coexistent, chacun ayant des avantages et des inconvénients. Les deux principaux sont le Verra et le Gold Standard. Le Qatar, lui, passe par le Global Carbon Council... qu'il a lui-même contribué à créer.

Au-delà de ce que Carbon Market Watch pointe comme un conflit d'intérêts, Mathieu Cribellier appelle à observer un « facteur-clé : l'additionnalité ». « Le coup de pouce financier apporté par la compensation carbone permet-il la création d'un projet qui, sans cela, n'aurait pas de chances d'aboutir ? Par manque de *business model*, de volonté politique, ou à cause de l'inintérêt des organismes de financement privé... »

Pousser au « greenwashing » ?

Et c'est là que, selon Carbon Market Watch, le bât blesse. Les projets approuvés par le standard Global Carbon Council sont, dans leur « grande majorité (...), des projets d'énergie renouvelable raccordés au réseau. Ces projets ne sont généralement pas « additionnels », c'est-à-dire qu'ils sont susceptibles de se réaliser indépendamment de la possibilité de vendre des crédits carbone, car les énergies renouvelables sont devenues compétitives en termes de coûts dans de nombreuses régions du monde. Cela signifie que les crédits qu'ils génèrent ont généralement un faible niveau d'intégrité environnementale », souligne le rapport de l'ONG. Mathieu Cribellier abonde : « Soutenir des projets éoliens, il y a dix ans, c'était top... Mais aujourd'hui, ils n'ont plus nécessairement besoin des crédits carbone pour se financer. »

En mai, Carbon Market Watch pointait également que le Global Carbon Council n'avait approuvé que deux projets dans son portefeuille. Aujourd'hui, on monte à cinq. Mais des centaines d'autres sont en attente de feu vert : une porte est toujours ouverte au Qatar pour revendiquer sa neutralité carbone avant le premier coup de sifflet.

Du reste, la qualité des crédits carbone ne fait pas tout. Certains puristes estiment que le mécanisme de compensation pousse les émetteurs au *greenwashing*. « Le prix de ces crédits est déconnecté du prix du carbone européen », dénonce Jérôme Meessen. « Il ne faut pas jeter le bébé avec l'eau du bain », estime de son côté Mathieu Cribellier. « Ce mécanisme est un outil, pas une politique climatique. Face à une telle urgence climatique, s'enlever le levier de la compensation carbone me fait un peu paniquer. »

